

Forum de ce numéro (pages 3 à 10)

Géopolitique mondiale

Editorial

La santé plutôt que les armes

Au moment où cet éditorial est écrit, la pandémie du Covid-19 a déjà fait quatre millions de morts et des centaines de millions de personnes ont été atteintes dans leur santé. Certains pays – dont la Suisse – ont pu faire face à la situation grâce à une infrastructure hospitalière performante. D'autres en revanche – notamment en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud – ont dû faire avec les moyens du bord, c'est-à-dire avec presque rien.

Ce qui est choquant, c'est que plusieurs pays dépourvus de tout, notamment de masques, de réserves d'oxygène et de vaccins, dépensent des millions, voire des milliards de francs, pour acheter des armes et du matériel militaire. Actuellement, il faut le répéter, le monde consacre chaque année 2000 milliards de francs pour acheter fusils, cartouches, canons, avions, destroyers, sous-marins, mines et autres engins de destruction massive. Au passage, il faut souligner que les cinq plus gros producteurs et fournisseurs – les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la Grande-Bretagne et la France – sont les pays qui disposent du droit de veto à l'ONU.

Derrière le rideau de fer
les arbres sont-ils
pro ou anti
derrière les barbelés
penchés à droite
à gauche
aux caprices des vents
le sang a toujours
la couleur du malheur
et la sève ?

Mousse Boulanger
In Sagesse de l'arbre
Les cahiers poétiques n° 31
© Le Miel de l'Ours, 2013

Chez nous aussi, on dilapide l'argent des contribuables en achetant 36 avions sophistiqués qui coûteront 140 millions de francs la pièce (+ quelques milliards pour l'entretien) et 38.000 francs l'heure de vol. Et on refuse de payer correctement le personnel infirmier qui risque tous les jours sa vie en soignant des personnes contagieuses. Dans notre pays comme ailleurs, il vaudrait mieux avoir un uniforme militaire qu'une tenue d'infirmière!

Autre interrogation que nous avons déjà soulevée mais à laquelle personne n'a jamais répondu: ces avions permettront-ils de lutter contre les pandémies, contre les cyberattaques et contre les catastrophes naturelles? Cessons d'ironiser et consacrons une partie des 6 milliards de francs votés par le peuple (à 50,1% seulement des votants!) pour faire face aux vraies menaces.

Sur le plan mondial en général, et en Suisse en particulier, un autre danger menace de plus en plus gravement la civilisation: le fossé qui s'élargit entre les riches et les pauvres. Dans notre pays, alors que 800.000 personnes vivent sous le seuil de pauvreté, on n'arrête pas de faire des cadeaux fiscaux aux plus fortunés. Et, parmi les milliardaires, on découvre que deux des filles de Christophe Blocher disposent chacune d'une fortune de 8 milliards de francs (8000 fois un million!). Et il y a encore des milliers d'ouvriers qui croient que l'UDC les défend!

Un référendum vient d'être lancé contre un vote du Parlement fédéral qui a décidé de supprimer le droit de timbre (perte d'au moins 250 millions pour la Confédération), faisant ainsi un nouveau geste en faveur des banques, geste qui entraînera inévitablement une diminution des prestations versées aux plus démunis. Il est temps de réagir et, le 26 septembre, d'accepter l'initiative demandant de taxer plus fortement la fortune.

Rémy Cosandey

Les silences et les dénis de Nestlé

«Combien de temps a-t-il fallu à Nestlé pour reconnaître que plus de 60% de ses grands produits de consommation et boissons ne répondent pas à «la définition de santé» et que «certaines catégories ne seront jamais saines»? Que s'est-il passé pour que nombre de médias, très pusillanimes jusqu'à présent, proclament enfin cette vérité? Le *Financial Times* (31.05.2021) met fin au silence qu'avait vainement tenté de briser la Directrice de la sécurité des aliments de Nestlé, Yasmine Motarjemi.

Loyale et soucieuse autant de la santé des consommateurs que de la réputation de son entreprise, cette experte scientifique de haut vol s'était vue refuser ses demandes d'audit afin d'analyser la qualité des produits. Les bonus des cadres de certains secteurs de production risquant de s'en trouver altérés, voire supprimés en cas de retrait du marché.

Yasmine Motarjemi, engagée en 2000 par Nestlé après avoir été débauchée de l'OMS précisément pour son expertise et sa longue expérience des toxi-infections, n'a cessé de lancer des alertes en interne auprès de sa direction qui a préféré la licencier pour «*divergence d'opinion*» en 2010. Un très long procès a abouti à la condamnation de Nestlé pour harcèlement le 7 janvier 2020. Pour violation de la loi suisse du travail (article 328 du Code des obligations). Violation du code interne de conduite professionnelle interdisant le harcèlement et toutes autres formes de représailles «à l'encontre des salariés qui rapportent des problèmes en toute bonne foi, étant entendu que les droits de la personne incriminée seront également protégés» (article 14 de «l'impératif» code Nestlé de gouvernance 2007). Et refus de donner suite aux alertes sanitaires de la directrice qui demandait une enquête sur la gestion de la qualité.

Au-delà des défaillances dans la gestion de la sécurité des aliments, les conclusions de ce procès démontrent une culture organisationnelle défaillante. Prédisposant ainsi l'entreprise à toute forme d'abus et de dysfonctionnements, comme les récentes révélations du *Financial Times* le prouvent.

Dans cette enceinte du tribunal, la Direction de Nestlé a apporté des réponses scandaleuses révélant un fonctionnement anormal de l'entreprise et sa lenteur dans la gestion de la qualité de ses produits. Ainsi l'ancien PDG, Paul Bulcke, a admis qu'en général Nestlé cumulait les problèmes avant d'intervenir et que cela prenait du temps. 9 ans dans le cas de l'ex-directrice! De même les révélations du Directeur de qualité, et harceleur Roland Stalder, sont éclairantes. A la question du juge «pourquoi avez-vous voulu mettre un produit sur le marché alors que tous les scientifiques étaient contre?», sa réponse suscite l'inquiétude. Il rejette toute expertise scientifique la considérant comme du «*bla bla de l'OMS*» et affirme «*baser ses décisions sur les informations du livre de cuisine Le Larousse gastronomique*».

Cela s'ajoute à de nombreuses négligences, ainsi que la peur exprimée par des salariés de devenir à leur tour une cible de harcèlement en cas d'alerte sur des dysfonctionnements. Est-ce une explication au fait qu'une grande majorité des produits de la multinationale soient restés médiocres malgré ses énormes investissements dans le domaine des sciences de la santé dont son institut Nestlé Health Science?

L'éthique de Yasmine Motarjemi et son souci d'empêcher la mise sur le marché de produits dangereux n'ont pas été perçus par la direction de Nestlé comme une nécessaire remise en question.

Licenciée abusivement pour avoir exigé la sécurité alimentaire des produits négligée par la direction de Nestlé, Yasmine Motarjemi a vu sa vie et sa carrière brisées au nom de sa déontologie. Durant 10 ans, elle a mené un procès contre le géant de l'agroalimentaire qui a tenté d'acheter son silence après avoir saccagé sa vie. L'incorruptible Yasmine Motarjemi se bat autant pour notre santé que pour la défense de grands principes.

Mais comment expliquer le silence et l'inaction des ONG ou des associations de consommateurs? Pas plus les soucis de la spécialiste dans le domaine de la sécurité et de la qualité des aliments que ses expériences sur la gestion de l'entreprise n'ont fait l'objet d'un examen. Pourquoi les nombreux documents et preuves que cette experte a déposés au tribunal n'ont-ils eu qu'un faible retentissement?

Les yeux s'ouvrent enfin sur ces dérives que la publicité de la multinationale dissimulait aux yeux des consommateurs sous le slogan «Good Food Good Life». Le *Financial Times* nous offre ce dessillement officiel et public mettant à mal les prétentions de Nestlé à s'affirmer comme l'entreprise emblématique de la Nutrition, de la Santé et du Bien-être.

Serèn Guttman

Le coin du potache

L'Euro politique: vingt-sept à zéro!

Notre gouvernement est sous l'emprise de l'UDC, la collégialité affichée par nos ministres se fait au prix de contorsions qui doivent tordre quelques estomacs. Le parti blochérien s'est vautré dans une indécente célébration en allumant des feux dans tous les cantons. Tristes festivités pour cette prétendue autonomie bornée, xénophobe et archaïque.

Quelques jours plus tard, le Conseil fédéral, en imposant le choix du F35 américain a sans doute imaginé que la Suisse était membre de l'OTAN. Doit-on leur rappeler que ce n'est pas le cas? La notion de l'indépendance ne s'applique qu'à l'Europe, notre voisine.

Lorsqu'il s'agit de la Chine, ou de l'Oncle Sam, notre pays bafoue tous les principes démocratiques ou de respect élémentaire des droits humains pour peu qu'il en résulte quelques bénéfiques sonnants et trébuchants. Le pompon, c'est quand on apprend que nos données vont être partiellement stockées dans un *cloud* chinois. Dommage que les Chinois ne fabriquent pas de F35. La Suisse est donc incapable de construire «son» nuage. Le ridicule ne tue pas, mais la bêtise elle... Pendant ce temps l'UDC glorifie notre indépendance.

Vous, je ne sais pas, mais il semble qu'on nous prenne pour des c... rétins.

Marc Gabriel

Une science qui dessine et redessine le monde

Science relativement jeune (elle a un peu plus d'un siècle), la géopolitique a de nombreuses définitions. Pour le professeur suédois Rudold Kjellèn, un des inventeurs du mot, c'est la science de l'Etat en tant qu'organisme géographique tel qu'il se manifeste dans l'espace. Pour le géographe Yves Lacoste, le terme de géopolitique, dont on fait de nos jours de multiples usages, désigne de fait tout ce qui concerne les rivalités de pouvoir ou d'influence sur les territoires et les populations qui y vivent. Pour lui, c'est la combinaison de la science politique et de la géographie.

Ce qui se passe entre l'Orient et l'Occident, les conséquences des Printemps arabes, les guerres civiles en Afrique et en Asie, les conflits qui endeuilent les quatre coins de la planète, la volonté de certains pays de revendiquer de nouveaux territoires: tous les problèmes auxquels le monde est confronté relèvent de la géopolitique. La lutte pour s'approprier le pétrole, le gaz et les matières premières, la montée de l'intolérance, le totalitarisme de certains Etats, la mondialisation débridée, la faim, la maladie, le gaspillage alimentaire, la lutte trop poussive contre le réchauffement climatique, tout cela peut être classé dans la géopolitique.

Le sujet est tellement vaste qu'on pourrait écrire des centaines de pages pour parler du conservatisme de Viktor Orbán en Hongrie, de l'autoritarisme de Recep Tayyip Erdogan en Turquie et de Vladimir Poutine en Russie, de la folie meurtrière de Rodrigo Duterte aux Philippines, des errements de Donald Trump aux Etats-Unis, de la monarchie absolue de l'Arabie Saoudite (où on coupe encore la tête des opposants!), de l'obscurantisme des Talibans en Afghanistan et du régime féodal de l'Iran. Côté lumière, on pourrait délivrer des louanges à Jacinda Ardern, première ministre de Nouvelle Zélande, et à quelques chefs d'Etat de pays scandinaves.

Le dossier de ce forum est incomplet mais il donne un aperçu de ce qu'est aujourd'hui la géopolitique. Il a aussi pour but de montrer que la situation actuelle est inquiétante. En effet, alors que la mondialisation devait conduire les nations à travailler en commun pour faire face aux défis globaux auxquels elles sont confrontées, la tentation unilatéraliste se développe et le multilatéralisme est en crise.

Rémy Cosandey

Vie et mort de la guerre en Suisse et dans les pays développés

Les origines guerrières de la Suisse ne font aucun doute, même si des historiens d'extrême-gauche ont tenté de nous faire croire que Morgarten (1315) était un mythe et que Marignan (1515) n'avait aucune importance. Les Suisses se sont battus pour exister au cœur de l'Europe et assurer leur survie politique et économique par un contrôle total des voies de communication, Gothard en tête.

Fondamentalement, les forces armées servent à cela: sécuriser les activités des acteurs économiques d'un pays. USA, Chine ou France maintiennent des capacités militaires ahurissantes pour que personne n'ait l'idée de leur contester le bout de gras. La paix globale est assurée par l'arsenal. C'est parce qu'Israël est si puissant et si moderne au niveau de son armement que ce pays maintient une domination si outrageuse sur des Palestiniens qui sont opprimés, exploités et martyrisés, mais pas tués en masse.

Les pays qui ont atteint un niveau de développement économique, culturel et politique élevé n'ont plus besoin de se faire la guerre. Les frictions demeurent financières, politiques et commerciales. Rien à voir avec des échanges de bombes! Mais gare aux malheureux pays qui deviennent le terrain de jeu des grandes puissances!

Ce fut longtemps le cas de l'Afghanistan, ravagé par les Russes puis par les Américains. Ces derniers ont voulu empêcher les Chinois de construire un oléoduc qui leur aurait permis d'importer de manière plus massive et moins onéreuse l'or noir des pays du Golfe. Résultat: un petit pays-charnière comme le nôtre détruit, une Chine qui a certes crû moins rapidement mais tout aussi sûrement et des Américains qui ont dépensé des centaines de milliards de dollars qui auraient largement suffi à vaincre la faim dans le monde et à soigner les maladies qui frappent les enfants les plus pauvres.

L'analyse géopolitique est aussi un moyen de conjurer des guerres ou de trouver une solution à certains conflits.

Yves Lacoste

La guerre reste donc endémique chez les pauvres, quand les ressources économiques ne sont pas suffisantes pour faire préférer la paix aux castes dirigeantes plus portées à en découdre militairement pour s'emparer des richesses des voisins. C'est pour cette raison que la guerre gangrène encore l'Afrique, mais plus l'Europe.

La vague nationaliste qui a balayé les pays européens en 14-18 et 39-45 n'est certes pas complètement retombée. Le nationalisme est une lèpre idéologique potentiellement mortelle née de l'effacement progressif du christianisme et de l'héritage de la culture gréco-latine dans les populations européennes. Rien n'a remplacé la chrétienté et les marques indélébiles d'une civilisation romaine souvent copiée mais jamais égalée. La barbarie n'a eu aucun mal à faire sauter le vernis de nos dernières valeurs humanistes.

Après l'apocalypse des deux Guerres mondiales, la construction européenne a proposé la potion libérale et sa consommation à outrance pour tenter de redonner une unité à notre continent. Ce projet purement économique est perçu comme insultant par une bonne partie des populations concernées, certes obsédées par leur pouvoir d'achat, mais pas uniquement.

Il ne faudrait pas que la soif d'horizons plus excitants que la perspective d'une nouvelle voiture électrique ou de la sortie du dernier modèle de téléphone portable remette au goût du jour un engouement pour les expéditions militaires. L'avenir n'est pas encore écrit. Et le pire n'est heureusement pas toujours sûr.

John Vuillaume

Décryptage succinct du jargon géopolitique

A / Attractivité – Pour les entreprises, il s'agit d'avoir des techniques de production, de commercialisation, pratiquer des prix bas, être situées près d'un port, avoir une main-d'œuvre mobile, bon marché.

B / Brain drain – «Drainage de cerveau», migration des travailleurs qualifiés vers d'autres pays leur proposant de meilleurs salaires. Ce phénomène est par exemple très présent aux Etats-Unis, qui attirent de nombreux chercheurs internationaux avec la promesse de financer l'ensemble de leurs études.

C / Concentrations verticale et horizontale – Pour accélérer son développement, une entreprise peut choisir d'acheter d'autres entreprises, c'est une concentration. Elle est verticale lorsque l'entreprise rachète ses partenaires en amont et en aval de la chaîne productive. Et elle est horizontale lorsque l'entreprise rachète ses concurrents.

D / Désindustrialisation – Allant souvent de pair avec la tertiarisation, la désindustrialisation est la diminution de la part des activités industrielles dans les emplois et le PIB au niveau local, régional ou national. Elle peut être causée par des progrès dans les techniques de production ou la délocalisation.

E / Economie d'échelle – Lorsqu'une entreprise grandit et que sa production augmente (elle passe par exemple de 10 à 100 unités produites), le coût de production d'une seule unité descend généralement, c'est ce qu'on appelle une économie d'échelle.

F / Fonds voutour – Ce sont des institutions financières qui rachètent pour pas grand-chose les dettes des Etats qui ne peuvent plus les rembourser et elles les forcent à le faire au moyen de nombreuses poursuites judiciaires.

G / Gentrification – Désigne le phénomène urbain par lequel les résidents les moins favorisés quittent la ville au profit d'une population plus aisée qui parvient à y améliorer les conditions de vie.

H / Hardpower – C'est la capacité d'influencer le comportement d'autres acteurs par le biais de la contrainte, la coercition, voire par le recours à la violence. Les éléments du hardpower regroupent essentiellement les moyens économiques, politiques et militaires.

I / IDH – L'indice de développement humain permet de déterminer le niveau de développement d'un pays. Il est calculé en prenant en compte l'espérance de vie, l'accessibilité de l'éducation et le PIB par habitant.

J / Jour du dépassement – C'est la date à laquelle l'humanité a consommé les ressources renouvelables que la Terre peut produire en un an.

K / Keynésianisme – C'est une théorie selon laquelle le marché ne peut pas s'autoréguler et demande parfois l'intervention de l'État. Cette doctrine est la première à promouvoir l'intervention étatique et naît après le Krach boursier de 1929.

L / La courbe de l'éléphant – Cette théorie montre que même si globalement le monde s'est enrichi, de grandes inégalités persistent au niveau des populations.

M / Main invisible du marché – En cherchant égoïstement à améliorer sa situation économique, chaque individu contribue à la richesse et l'amélioration du niveau de vie de tous. Comme s'il était conduit par une main invisible servant l'intérêt général.

N / Next Eleven – Ce sont le Bangladesh, la Corée du Sud, l'Egypte, l'Indonésie, l'Iran, le Mexique, le Nigéria, le Pakistan, les Philippines, la Turquie et le Vietnam.

O / Occidentalisation ou Européanisation – Mécanisme par lequel les sociétés adoptent des traits culturels ou idéologiques venant de l'Occident. Il s'observe dans le domaine culturel, mais aussi de l'industrie, de la religion et de la politique.

P / Politique du ventre – Cette expression désigne une pratique répandue notamment dans les pays africains décolonisés. Elle consiste, pour les gouvernants, à tirer leur légitimité de la redistribution d'argent, de fonctions.

R / Reverse brain-drain – Alors que jusqu'à présent c'étaient les pays développés qui attiraient les cerveaux du monde entier, aujourd'hui les penseurs quittent les pays riches pour travailler dans les pays en voie de développement souvent attirés par la frénésie du développement de ces pays où tout reste à faire.

S / Shadow Banking – Autrement dit: finance de l'ombre. Ce terme désigne le système d'intermédiation financière qui regroupe l'ensemble des activités du secteur bancaire traditionnel tel que les banques d'affaires, les fonds spéculatifs, les agences de notation.

T / Théorie de l'échange inégal – Le sous-développement du tiers-monde est causé par le développement du reste du monde, le Sud fournit les matières premières et parfois la main d'œuvre tandis que le Nord fournit le savoir.

U / Ubérisation de l'économie – L'ubérisation de l'économie est un phénomène récent qui correspond au développement de services mettant le client en contact direct avec le professionnel. Cela permet la diminution des coûts, mais représente une menace pour l'économie traditionnelle.

V / Vieillesse de la population – Augmentation au fil du temps de la proportion de personnes âgées. Il est le résultat néfaste de deux tendances: la maîtrise de la natalité et l'allongement de la vie.

Z / Z.E.E – La Zone Economique Exclusive désigne un territoire maritime s'étendant jusqu'à 200 miles des côtes d'un Etat qui peut exploiter librement les fonds et les tréfonds de cet espace.

La Suisse, grande puissance?

Sitôt que les hommes sont en société, ils perdent le sentiment de leur faiblesse; l'égalité qui était entre eux cesse, et l'état de guerre commence.

Montesquieu

Parmi les définitions du mot «puissance» proposées par le Robert, celle-ci sert mon sujet: «pouvoir d'un pays fort, en état d'imposer le respect aux autres pays». Une puissance est donc un pays capable de se faire respecter.

La Suisse peut-elle revendiquer cette qualification, alors qu'elle ne possède manifestement pas les moyens lui permettant d'imposer sa volonté à d'autres pays par la force?

La dimension, le nombre d'habitants, la richesse ou la force militaire ne sont pourtant pas les seuls critères à prendre en considération. Ainsi, le minuscule Etat du Vatican (0,44 km²) dont l'armée ne compte que 135 soldats et officiers, tous de nationalité suisse, est néanmoins une grande puissance qui règne sur l'Eglise catholique et son milliard de fidèles.

En Suisse, nous avons une vraie armée et même la meilleure du monde selon notre ex-ministre de la défense, le conseiller fédéral Ueli Maurer. Il est d'ailleurs probable que tous les ministres de la défense pensent la même chose de l'armée de leur pays. Mais l'excellence militaire suffit-elle à faire d'un pays une grande puissance? Cela semble douteux car la menace des armes n'est pas la meilleure méthode pour se faire respecter. La crainte et le respect sont deux sentiments différents qui ne doivent pas être confondus.

Par contre, en certaines circonstances, le courage d'affirmer ses convictions, en défendant la démocratie et les droits fondamentaux des personnes, peut faire de n'importe quel pays une grande puissance. En voici un exemple tiré de l'histoire suisse.

La tradition de l'asile politique

Au XIX^e siècle, l'Etat fédéral né en 1848 accueillit de nombreux réfugiés – jusqu'à 15'000 – fuyant la répres-

sion dans leurs pays. C'était l'époque du «Printemps des peuples». Bonapartistes, monarchistes, républicains, socialistes, communistes, anarchistes, tous savaient trouver le chemin de la Suisse pour s'y reconforter, préparer de nouvelles offensives, partir, revenir, recommencer. Ce qui occasionna plusieurs conflits diplomatiques avec les grandes puissances du temps, à la limite quelquefois de l'affrontement armé. Malgré certaines concessions discutables, le gouvernement fédéral qui apprenait alors à diriger la politique extérieure de la jeune Confédération helvétique résista aux pressions, tout en faisant taire, voire en expulsant les réfugiés trop turbulents.

J'ai juré de ne jamais me taire quand des êtres humains endurent la souffrance et l'humiliation, où que ce soit. Nous devons toujours prendre parti. La neutralité aide l'opprimeur, jamais la victime. Le silence encourage le persécuteur, jamais le persécuté.

Elie Wiesel

Ainsi, le 20 mars 1888, le conseiller fédéral neuchâtelois Numa Droz (1844-1899) prononça devant le Conseil national un discours resté célèbre où l'on trouve ce passage: «Un des droits les plus précieux de notre souveraineté, c'est le droit d'asile. De tout temps, nous avons ouvert libéralement notre maison aux réfugiés politiques, le plus souvent non pas par sympathie pour leurs personnes ou leurs doctrines, mais par humanité. Il en est fréquemment résulté des ennuis pour nous: c'est à peu près le seul point au sujet duquel, depuis 1815, nous ayons eu des difficultés avec nos voisins. Mais nous avons toujours maintenu fermement notre droit d'Etat souverain, et nous voulons continuer à agir de même.»

Au XX^e siècle, les régimes autoritaires apparus en Europe dès 1917 avec la révolution bolchevique en Russie, suivie du fascisme italien, du nazisme allemand et de leurs diverses variantes dans d'autres Etats européens mirent à rude épreuve la

tradition helvétique de l'asile politique. La Seconde Guerre mondiale et ses cortèges de déracinés cherchant refuge en Suisse achevèrent de la rendre obsolète.

Aujourd'hui, dans ce domaine comme dans d'autres, notre pays est lié par des règles supranationales (espace Schengen) qui limitent sa souveraineté. C'est une importante différence par rapport aux époques précédentes: le droit international ne permet plus aux grandes puissances d'imposer leur volonté aux plus faibles. C'est du moins l'idéal auquel on tend depuis la deuxième moitié du XX^e siècle, avec l'avènement des Nations Unies. L'histoire récente a toutefois montré que les plus grands pays – à commencer par ceux qui détiennent les cinq sièges permanents du Conseil de sécurité de l'ONU – se croient parfois en droit de s'affranchir des règles qui ne leur conviennent pas, quitte à se retirer avec fracas du concert des nations pour y retourner quand ils y trouvent leur intérêt.

Sans oublier les subtilités de la diplomatie ménageant la chèvre de l'économie et le chou des droits de l'homme. Ainsi, je lisais récemment dans un journal les propos d'un représentant des banquiers suisses qui s'inquiétait du retard pris par un accord avec la Chine pour faciliter les relations bancaires entre les deux pays. L'une des raisons de ce retard, déplorait-il, «est la publication ce printemps par le Conseil fédéral de la stratégie globale de la Suisse avec la Chine qui établit un équilibre entre le développement des échanges économiques et la défense des droits humains.» Qu'en termes choisis ces choses-là sont dites!

Réjouissons-nous: aux dernières nouvelles, notre pays a de bonnes chances d'entrer au Conseil de sécurité pour y occuper durant deux ans l'un des dix sièges non permanents. Alors, la Suisse, grande puissance?

Raymond Spira
Ancien juge fédéral

Qu'est-ce que la géopolitique?

A mes yeux, il vaut la peine de décoriquer cet ensemble complexe et mouvant appelé géopolitique. Définition: «nf et adj. De géo et politique»; «Etude des rapports entre les données naturelles de la géographie et la politique des Etats» (Le Petit Robert). L'Etat-nation suppose un territoire où s'exerce un pouvoir de commandement et une population soumise à ce pouvoir. L'exercice de ce commandement est conditionné par une organisation politique et le succès de l'Etat-nation tiendrait à l'assise territoriale, mais plus encore au niveau d'adhésion de sa population à ses institutions. Il faut une congruence entre Etat (unité politique) et nation (unité nationale, de langue, de culture...). Cette congruence n'est pas statique; elle se construit, s'entretient ou s'affaiblit sous l'action des deux parties et sous l'effet de causes extérieures. Des transferts de populations aux effets dramatiques peuvent avoir lieu en cas de non congruence. Donc chaque Etat (gouvernement et institutions) doit «fidéliser» sa population et aussi faire valoir sa puissance à l'extérieur (politique étrangère) en cherchant des alliances (accords, partenariats, organismes supranationaux).

La géographie dans ce tableau politique apparaît non pas tellement comme la science naturelle (désintéressée) de la surface de la terre, mais plutôt comme susceptible de fournir des données exploitables au service des puissances économiques et politiques (richesse des sols en pétrole, gaz, eau, fonte des glaces au profit de nouvelles routes maritimes, oléoducs...). C'est dans cet esprit d'exploitation des ressources, de croissance économique et d'augmentation des profits que les Etats entrent en concurrence au niveau de leurs frontières.

Les géographes fournissent aux politiques des outils de domination au service des experts, des élites et du pouvoir: grille universelle des coordonnées, plans, cartes, photographies aériennes, qui placent l'observateur en situation d'objectivation. Selon le dictionnaire des Sciences Humaines¹ (Michel Foucher, géographe, diplomate, professeur)

la géopolitique se décline selon 3 registres:

1. Compréhension du monde (grâce à des grilles de lectures pertinentes): rendre compte de ce qui survient, dans un lieu localisé, concernant quels acteurs, pour quoi là.
2. Action pour atteindre un objectif particulier: agir a trait à la *puissance*, aux *intérêts* (matériels – sécurité, ressources, marchés – ou symboliques – prestige, influence).
3. Énonciation consistant à élucider les enjeux et permettre des débats sur les options de politique étrangère engageant l'avenir: selon des principes et des valeurs, le système mondial est hétérogène: co-souveraineté et sécurité collective (en Europe), logique classique de puissance (Chine, Russie, Iran). On compte des Etats faibles, instables, en reconstruction... le monde apparaît comme «multipolaire» ou «unipolaire» avec un pôle de référence.

Les trois registres de Foucher rejoignent pleinement le contenu de notre premier chapitre: la compréhension du monde fournie par les outils géographiques permet aux Etats de prendre des décisions politiques et de justifier celles-ci aux yeux de leurs citoyens.

La géopolitique est en fait l'affaire des gouvernants, assez éloignés de la géographie et de la politique comme disciplines académiques (théoriques).

La géopolitique est difficile à cerner, composée à des degrés variables de données géographiques (à toutes les échelles possibles, du Monde, des continents aux villes, des océans aux sous-sols ou à l'espace interplanétaire), de politique comme science ou comme philosophie, de politique comme système de gouvernance ou de figures *proto-démocratiques* (telles que ONU, ONG), de nations, de citoyens (aux identités diverses ou homogènes). La géopolitique apparaît comme une discipline complexe faite de données en interrelation en perpétuel mouvement et formant un

équilibre instable qui se défait et se refait.

En tous les cas, en géopolitique, chaque objet géographique est connoté politiquement parce qu'objet d'un enjeu politique: une frontière «naturelle» est reconnue, à condition d'être l'aboutissement d'une confrontation ou l'objet d'un accord entre Etats. «La frontière est une institution établie par des décisions politiques et régie par des textes juridiques»¹.

En fait, la géopolitique nous rappelle que ce qui se passe entre les humains est rarement «naturel»! Un exemple: les énergies comme le gaz, contenu dans certains sous-sols, restent cachées, tant que des techniques mises au point par des ingénieurs, encouragés et autorisés par des pouvoirs politiques, ne les ont pas détectées. Et alors se met en action tout un ensemble technique et économique d'extraction, de liquéfaction, de recherche de débouchés, de capacités de transport, ensemble qui devient géopolitique à cause des enjeux considérables entre les Etats producteurs et consommateurs, les Etats constructeurs de gazoducs, les Etats hébergeant les terminaux, les Etats possédant les espaces maritimes et les ports d'arrivée des navires méthaniers². Les contacts diplomatiques, les chantages politiques, les concurrences, les coopérations des Etats les uns avec les autres, les uns avec d'autres... tout ce «bouillonnement» constitue, dans cet exemple, la «Géopolitique des tubes et des méthaniers» avec carte à l'appui². Et la géopolitique d'un domaine va influencer sur un nombre considérable d'autres relations internationales, et inversement.

Margaret Zinder,
chercheuse en sciences humaines
et sociales

¹ Le dictionnaire des Sciences Humaines, Paris: P.U.F. 2006.

² Navires qui acheminent le gaz naturel liquéfié (GNL).

Voir l'article «Washington sème la zizanie sur le marché européen du gaz» (Le Monde diplomatique, N° 806-66e année. Mai 2021, pp. 10-11).

Amérique latine: un continent en mouvement

Au cours de ces derniers mois, plusieurs événements importants ont eu lieu en Amérique latine.

La Colombie a vu éclater, le 28 avril 2021, des grèves et des manifestations de masse, réclamant l'abrogation d'une «réforme» fiscale néolibérale. La répression de la police et de l'armée, qui a fait des centaines de morts, ainsi que le retrait de ladite «réforme» n'ont pas arrêté le mouvement. Il faut constater que les accords de paix entre le précédent gouvernement colombien et la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) – devenue un parti politique légal – n'ont pas mis fin à la violence répressive contre les organisations populaires (le taux de mortalité des syndicalistes colombiens reste toujours l'un des plus importants du monde).

A partir de la région de Cali, une nouvelle forme d'auto-organisation a émergé, que la Bolivie avait déjà connue en 1971: des assemblées populaires se regroupant en une Assemblée populaire nationale. Sa première réunion s'est tenue les 6-8 juin et la seconde est appelée pour les 17-19 juillet. Les assemblées populaires locales et l'assemblée populaire nationale veulent organiser une grève prolongée, visant à chasser le président Ivan Duque.

Au Pérou, les élections présidentielles du 6 juin dernier ont vu la victoire, sur la candidate ultra-libérale et corrompue Keiko Fujimori (fille de l'ex-président Alberto Fujimori), de Pedro Castillo, candidat sans-parti mais clairement marqué à gauche, dont la popularité provient de son rôle à la tête d'une grève générale des enseignants en 2017. Certes, Pedro Castillo a des positions conservatrices en matière de mœurs et de droits des femmes. Actuellement, les résultats de l'élection n'ont toujours pas été rendus publics, Keiko Fujimori dénonçant – comme l'ex-président étatsunien Donald Trump – «des fraudes massives». Certains ex-hauts gradés ont même appelé l'armée à ne pas accepter l'investiture de Pedro Castillo.

Au Chili, les mobilisations de masse de fin 2019, affrontant l'armée et réalisant la grève générale, ont finalement imposé l'élection d'une assemblée constituante, mais ne disposant pas des pleins pouvoirs démocratiques puisque l'appareil d'État capitaliste et l'armée – celle de Pinochet – sont toujours là. Les partis au pouvoir, toute la droite et les partis bourgeois, ont été défaits par le vote populaire, qui a à la fois favorisé certains partis de gauche traditionnels, notamment le Parti communiste – dont la plupart des représentants connus aujourd'hui sont des femmes – et des candidat-e-s «indépendant-e-s» souvent issu-e-s des mobilisations populaires. La question est à présent celle de la pleine souveraineté de cette assemblée constituante, face à l'appareil d'État et à l'armée toujours en place aussi bien que face aux multinationales impérialistes.

La dictature c'est la soumission du peuple à des lois établies contre sa volonté et ne servant pas ses intérêts.

Mazouz Hacène

Au Brésil, la victoire de Jair Bolsonaro (extrême-droite) avait représenté une défaite pour le mouvement ouvrier et détérioré le rapport de force au détriment des mouvements populaires. Mais la gestion catastrophique du Covid-19 a suscité une vague de protestations, sous le mot d'ordre: *Fora Bolsonaro!* (Dehors Bolsonaro).

Un aspect important de ces mobilisations est sa très forte dimension féministe. Le Chili et l'Argentine ont connu des mouvements massifs s'opposant à l'Eglise catholique et revendiquant le droit à la libre disposition de leurs corps (alors que, dans la majorité des pays latino-américains le droit à l'avortement n'est pas reconnu ou alors sévèrement limité). Or, cette question fut longtemps un point faible des mouvements influencés par la théologie de la libération. Par ailleurs, l'hostilité aux droits des femmes est au premier plan des secteurs les plus conservateurs de l'Eglise

catholique romaine, ainsi que des Eglises évangélistes et pentecôtistes – qui ont vu croître leurs effectifs durant ces dernières décennies et jouent un rôle politique important, notamment au Brésil (lors de l'élection de Bolsonaro).

Si la Bolivie a vu le retour au pouvoir du *Movimiento Al Socialismo* (MAS), en octobre 2020, après le coup d'Etat d'extrême-droite contre Evo Morales (octobre 2019), le Venezuela ne sort pas de la crise institutionnelle et économique, engendrée par le tournant thermidorien¹ de la «révolution bolivarienne» impulsé par Nicolas Maduro (successeur de feu Hugo Chávez, depuis 2013). Quant au Nicaragua, dirigé depuis 2007 par Daniel Ortega, la crise ouverte en avril 2018 par la répression des manifestations populaires, suscitées par une «réforme» controversée du système de retraite, se poursuit². Bien que les élections présidentielles doivent se dérouler en novembre 2021, Daniel Ortega – sur la base de lois d'exception – cherche à décapiter une opposition susceptible de le contester dans les urnes, en faisant arrêter ces dernières semaines toute une série de possibles candidat-e-s à la présidence et des responsables de l'opposition, y compris d'ancien-ne-s militant-e-s du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) – l'actuel parti gouvernemental – comme Dora María Téllez et Hugo Torres (qui, en 1974, avait participé à une prise d'otages dans la villa d'un dignitaire somoziste, opération ayant permis la liberté de plusieurs prisonniers politiques... dont un certain Daniel Ortega!).

Hans-Peter Renk

¹ Référence au 9 Thermidor an II (27 juillet 1794), qui vit la chute de Maximilien Robespierre et le début de la «normalisation» bourgeoise de la révolution française. Sur les débats relatifs au Venezuela, cf. le site de la revue Inprecor: <http://inprecor.fr/recherche-article-ayant-sujet?nom=Venezuela>.

² Sur les origines de la crise d'avril 2018, cf. le site de la revue Inprecor: <http://inprecor.fr/recherche-article-ayant-sujet?nom=Nicaragua>.

Or noir et enfer blanc, l'Arctique en jeu

Les effets du changement climatique sont déjà bien visibles aux Pôles, où la banquise fond à vue d'œil. Mais l'Arctique retient aussi notre attention pour les inquiétudes qu'il suscite en tant que source de conflit potentiel plus ou moins grave dans un avenir proche. En effet, la région est convoitée et on s'y livre une concurrence grandissante.

Pourquoi? Parce que la fonte progressive de la glace de cet océan stratégiquement placé entre l'Amérique du Nord et l'Eurasie le rend de plus en plus navigable chaque année. L'Arctique perd en effet près de 60'000 km carrés de glace de mer par an depuis cinq décennies et la glace qui se recrée est de plus en plus mince chaque hiver. On s'intéresse donc déjà à des zones et des ressources restées jusqu'alors hors de portée. Et parmi elles, c'est le gaz naturel sous l'Arctique qui attire le plus la convoitise. La plupart des gisements dans le monde sont déjà explorés et exploités, mais l'Arctique contiendrait l'équivalent de la totalité des réserves de la Russie ou trois fois celles des États-Unis.

Alors les nations jouent des coudes dans cette froide ruée vers l'or. Elles font état de revendications juridiques croissantes, réclament l'exclusivité de l'accès à leur plateau continental sous-marin ou tentent d'établir leur souveraineté sur des portions de mer dont on ignorait l'existence il y a peu (l'île Hans, le passage du Nord-Ouest ou la frontière maritime Yukon/Alaska, pour ne nommer que ceux-là).

Les questions juridiques concernant la région se discutent sous l'égide du Conseil de l'Arctique: une organisation intergouvernementale qui encourage depuis longtemps la coopération dans la région. Ses membres clés sont évidemment ceux qui bordent l'Arctique: le Canada, la Russie, les États-Unis (par l'Alaska), la Finlande, la Suède, le Danemark (par le Groenland), la Norvège et l'Islande. Actuellement, ce sont la Russie et le Canada qui alignent le plus de revendica-

tions, ce qui semble *a priori* aller de soi. Mais au-delà des huit pays limitrophes de l'Arctique, il existe également treize pays observateurs affiliés à ce même Conseil, dont la Chine, l'Allemagne et l'Inde!

La différence entre pays membres et pays observateurs se voit notamment dans les raisons invoquées pour s'intéresser à la région. Les États-Unis et la Russie justifient leur revendications territoriales par leur présence historique. La Chine, qui ne bouderait sûrement pas un accès aux hydrocarbures, dit pourtant ne s'intéresser qu'au passage du Nord-Ouest, dont elle aimerait l'ouverture à l'année. Ça viendra, et ça réduira de manière significative le temps de voyage de ses porte-conteneurs vers l'Europe. Certes l'unique brise-glace chinois en activité pour le moment, le *Dragon des neiges*, fait pâle figure sur cette «route polaire de la soie»; les Américains en ont 5, les Russes 51. Mais voilà... d'autres sont en construction.

Ces brise-glaces sont d'ailleurs représentatifs du drôle de jeu qui se joue là-bas à notre insu: le Canada, les États-Unis, la Russie et d'autres haussent significativement le ton. Par conséquent, le Conseil de l'Arctique s'efforce maintenant de résoudre les différends en publiant des accords et en se concentrant *en principe* sur la durabilité et la protection de l'environnement de cette immense et fragile région.

Le seul droit contraignant à ce jour, la *Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*, accorde aux pays concernés une souveraineté sur les seules ressources situées en deçà des 200 *miles* marins de leurs propres côtes (370 km). Étendre leurs droits à ce qui se trouve au-delà de cette frontière légale est donc l'enjeu géopolitique du moment.

Comme pour les décisions annoncées lors des sommets pour le climat, la nature non contraignante des résolutions du Conseil de l'Arctique et le manque de pouvoirs d'exécution limitent la capacité de cet organe à régler les convoi-

tises, à un moment où la négociation pacifique et la coopération pourraient être le plus nécessaires. D'autant qu'une quantité limitée mais croissante de territoires revendiqués ainsi que la perception d'un jeu à somme nulle placent ces nations sur une trajectoire de collision pour un conflit potentiel.

Retour au point chaud

Mais revenons-en au gaz naturel. À mesure que les pays étendent leurs forages dans le cercle polaire arctique, la fonte et l'érosion supplémentaire que cela y entraîne provoquent déjà de graves impacts environnementaux. Sans même considérer un potentiel accident comme il y en aura un tôt ou tard. Qui ne se souvient de l'Exxon Valdez et de sa marée noire sur les côtes de l'Alaska en 1989?

Malgré ces risques, les nations impliquées dans l'Arctique y développent notamment leurs programmes de forage: création d'emplois, baisse des coûts de l'énergie et prolongation de leur indépendance énergétique balayent toutes autres considérations. Quitte à montrer ses muscles, au besoin.

En raison de l'intensification de la présence militaire russe dans la région, les États-Unis viennent de mettre 40 millions de dollars dans l'amélioration de la capacité militaire de leur base aérienne de Thulé (nord du Groenland). Son emplacement est d'ailleurs stratégique: située à mi-chemin de Washington DC et de Moscou, elle jouerait un rôle en cas de missile entrant en provenance de Russie, de Corée du Nord ou de Chine.

On a appelé la «guerre froide» l'époque où les armées des deux principales puissances militaires n'entraient pas en conflit direct mais «*sous-traitaient*» leurs affrontements aux différents points chauds du globe... Les spécialistes de la géopolitique mondiale en sont à penser que c'est peut-être là qu'on l'aura finalement, la guerre chaude: au pays du froid.

Mario Bélisle

Et pourtant, elle tourne... la Chine

«*E pur si muove!*» constatait Galilée. Il n'en fallait pas davantage pour bousculer quelques certitudes. De même, la *théorie du chaos*, énoncée en 1975 par James Yorke démontre que le chaos gouverne la nature du monde. On en a déduit l'*effet papillon* qui établit qu'un battement d'ailes de lépidoptère peut déclencher – ou empêcher – une tornade. Le chaos et les fractales de Mandelbrot (également révélées en 1975) indiquent que la nature du monde est chaotique. Tout comme les circonvolutions de la géopolitique mondiale. La Chine n'y échappe pas, mais au chaos, elle ajoute le paradoxe.

9,5 millions de km², (+/- la taille de l'Europe). 1,45 milliard d'habitants, 15'000 km de frontières avec 14 pays. On y parle le chinois à 93%, mais on y trouve 200 langues différentes, c'est-à-dire 200 groupes ethniques minoritaires. Environ 5400 îles, 22 provinces et Taiwan que la République populaire réclame au titre de sa 23e province, 5 régions dites autonomes, (dont le Tibet). Ajoutons-y Macao et Hongkong. Voilà, très résumée, une image de la place de la Chine dans le monde.

En chinois, le pays s'appelle: *pays du Centre*. Autrement dit, la Chine se voit comme *le centre du monde*. En Occident, nous l'appelons: *l'empire du Milieu*. Les dirigeants Chinois vivent avec cette image forte de leur empire, placé au centre du monde. Ça peut expliquer la tendance qu'ils ont à s'arroger un pouvoir hégémonique.

Ça n'est pas sans conséquences. Par exemple, la gestion du gouvernement central dans sa politique des provinces autonomes paraît garantir une véritable autonomie, mais il n'en est rien. La pratique chinoise tient davantage d'une politique étrangère expansionniste et conquérante que d'une gestion respectueuse de ses minorités. Les Tibétains, les Ouïgours, les Zhuang ou les Huis ne sont *autonomes* que lorsque la majorité de la population de leur province est *d'origine chinoise*. Ce sont des «conquêtes» par marginalisation progressive (parfois brutale) des populations autochtones. Les Ouïgours et les Tibétains en savent quelque chose. Les populations de Macao et de Hongkong s'approprient, elles aussi, à goûter aux rigueurs de la gouvernance pékinoise. En attendant, ça permet aux autorités chinoises de calmer les nôtres en justifiant leur gestion autoritaire par la présence supposée d'un terrorisme provincial, ce que nous affectons de croire, commerce bien compris oblige.

Les dirigeants chinois ne se gênent pas pour dénigrer nos pays, sujets, selon eux, à la *faiblesse* endémique du système démocratique. A cet égard, souvenons-nous de la visite en Suisse du président Jiang Zemin en 1999. Très fâché d'une manifestation pro-tibétaine, il n'a pas supporté l'idée que le peuple exprime un avis différent du sien, ça lui était tout simplement inenvisageable. Depuis, la Suisse a fait amende honorable en allant conclure des accords commerciaux sans trop insister sur les manquements chinois aux droits humains. La visite de 1999 restera une anecdote significative de l'état d'esprit des

empereurs du Milieu. Ce qui n'a pas empêché l'Occident, obnubilé par ce gros milliard de consommateurs potentiels, de s'être allègrement assis sur ses principes pour vendre ses productions.

La géopolitique chinoise est faite d'expansionnisme commercial. On ne rigole pas avec la *doxa* de l'empire. Les «patients» n'ont guère le choix. Soit, ils caressent la balance commerciale chinoise, soit, ils devront aller voir ailleurs. La Chine exporte des marchandises, des infrastructures, ou des voies commerciales (nouvelle route de la soie, locations à long terme de terres agricoles en Afrique, etc.) Pas de concepts culturels ou politiques, ni même économiques, contrairement aux Occidentaux. Ça permet aux étrangers de détourner le regard des exactions pourtant flagrantes du régime de Pékin. Pendant que l'on commerce, on compte, on ne regarde pas le paysage.

D'autre part, la Chine ne base pas sa politique extérieure sur d'éventuelles nécessités de politique intérieure. Là encore, quand l'Occident est soucieux de son opinion publique, ou quand il trempe sa politique étrangère dans un bouillon électoral, la Chine n'en a cure, pour l'excellente raison que, comme dans toute dictature, l'opinion publique ne fait pas partie des concepts nationaux. À l'interne, on se concentre sur la répression des oppositions. Pas de liberté de la presse, mais un parti unique¹ qui surveille tout pendant que la police jette au cachot les fortes têtes. Les dictatures se mesurent aussi à l'aune de la corruption – massive en Chine – à tous les échelons administratifs.

Si pour l'heure, les Chinois travaillent sans trop renâcler, le moment viendra où le peuple n'acceptera plus de se faire acheter à grands coups de yuans et aspirera à davantage de démocratie, à moins de corruption, à plus de vacances, de confort, etc. D'autre part, les besoins de la population augmentant, le gouvernement doit inlassablement compenser des importations de plus en plus importantes. Si j'étais industriel, je commencerais à rapatrier les usines que j'avais fermées ici.

Enfin, le parti, unique, communiste (90 millions de membres et 5'000 délégués), qui ne pense qu'au capitalisme néolibéral... une rare incongruité. Ce *capitalisme communiste* est un oxymore qui illustre la théorie du chaos! Reste à savoir si nous voulons – ou pas – perpétuer nos erreurs, autorisant ainsi l'empire à exploiter nos stupides et crédules avidités. En attendant un souhaitable, mais hypothétique réveil, fasse le chaos que le prochain battement d'ailes de papillon ne provienne pas du Centre du monde...

Marc Gabriel

¹ Un multipartisme existe bel et bien en Chine, mais les petits partis n'ont qu'un rôle accessoire et consultatif. Une façade très «chinoise».

Guerres sans fin contre les Palestiniens

Une domination israélienne toujours plus brutale, par Alain Gresh¹

En Palestine, l'histoire se répète. Régulièrement, inexorablement, impitoyablement. Et c'est toujours la même tragédie, tant les données sur le terrain sont aveuglantes, mais qui continue à surprendre ceux qui prennent le silence des médias pour l'acquiescement des victimes. Chaque fois, la crise épouse des contours particuliers et emprunte des chemins inédits, mais elle se résume à une vérité limpide: la persistance depuis des décennies de l'occupation israélienne, du déni des droits fondamentaux du peuple palestinien et de la volonté de le chasser de ses terres.

Le chapitre le plus récent de cette catastrophe toujours recommencée s'est donc ouvert à Jérusalem. Les éléments en sont connus: la répression brutale de jeunes Palestiniens chassés des espaces publics de la Porte de Damas et de l'esplanade des Mosquées, où ils célébraient chaque soir la rupture du jeûne du ramadan – bilan: plus de trois cents blessés; l'invasion de cette même esplanade par la police israélienne, qui n'a hésité ni à lancer des gaz lacrymogènes sur les fidèles ni à tirer des balles prétendument en caoutchouc; l'expulsion programmée de familles entières du quartier de Cheikh Jarrah; l'incursion, aux cris de «Mort aux Arabes», des suprémacistes juifs... Violenter le mois du ramadan, profaner un sanctuaire de l'islam, meurtre de la force brute: beaucoup de voix en Israël ont dénoncé, après coup, les «erreurs» commises. Des erreurs? Une arrogance aveugle et un mépris pour les colonisés, plutôt.

(...) Un jeune Palestinien d'Israël explique ainsi sa solidarité avec Cheikh Jarrah: «Ce qui se passe à Jérusalem correspond exactement à ce qui se passe à Jaffa et à Haïfa. La société arabe en Israël subit une expulsion systématique. Nous avons atteint le point d'ébullition. Personne ne se soucie de savoir si on peut continuer à exister: au contraire. On nous pousse à partir.»

Une riposte disproportionnée

(...) L'armée israélienne, convaincue d'avoir à la fois porté des coups mortels au Hamas lors de son offensive de 2014 et «acheté la paix» pour une poignée de dollars, s'est laissée surprendre par son entrée dans la bataille de Jérusalem. (...) Tous les Palestiniens, musulmans ou chrétiens, considèrent Jérusalem comme le cœur de leur identité. Des photographies ou des peintures de la ville, parfois même des maquettes de la mosquée Al-Aksa, ornent leurs maisons. L'ampleur du mouvement autour de Cheikh Jarrah, qui s'est étendu jusqu'aux Palestiniens d'Israël, a poussé le Hamas à jeter son poids dans la bataille et à envoyer quelque trois mille missiles vers Israël.

(...) Sur le plan militaire, l'armée israélienne a fait ce qu'elle sait faire: elle a appliqué la doctrine du général Gadi Eizenkot, élaborée à la suite de la guerre contre le Liban de 2006. Cette doctrine prône une riposte disproportionnée et des «représailles» contre les zones civiles pouvant servir de base à l'ennemi. Aucune autre armée dans le monde n'a osé formuler ouverte-

ment une telle «doctrine terroriste» – même si nombre d'entre elles n'hésitent pas à la mettre en oeuvre, que ce soit les Américains en Irak ou les Russes en Tchétchénie. Ainsi, n'importe quel bureau peut être qualifié de cible légitime. Le bilan est terrible: plus de 230 Palestiniens tués, dont une soixantaine d'enfants; 1800 blessés; 600 maisons et une dizaine de gratte-ciel totalement détruits; des centres médicaux, des universités, des stations électriques touchés. Dans le camp opposé, 12 morts israéliens. Un bilan qui intéressera sûrement la Cour pénale internationale, laquelle a mis la situation en Palestine à son ordre du jour.

Tout cela pour quel résultat? demande Alain Gresh. C'est «l'opération la plus ratée et la plus inutile d'Israël à Gaza», dénonce Aluf Benn, rédacteur en chef du quotidien israélien *Haaretz*. Non seulement l'armée n'a rien anticipé – elle qui se glorifie à chaque nouveau round d'avoir «éradiqué les organisations terroristes et leurs infrastructures» – mais elle «n'a pas la moindre idée de la manière de paralyser le Hamas et de le déstabiliser. Détruire ses tunnels avec des bombes puissantes n'a infligé aucun dommage sérieux aux capacités de combat de l'ennemi.»

Ne pas disparaître de la carte

Il est vrai, ce genre de calculs n'ouvre pas le chemin vers une solution de paix. (t.b.).

Ce n'est assurément pas le dernier acte de la pièce qui vient de se jouer. Les Palestiniens ont montré une fois de plus leur détermination à ne pas disparaître de la carte diplomatique et géographique. Faudra-t-il attendre la prochaine crise, avec son cortège de destructions, de morts et de souffrances pour en prendre conscience?

Alain Gresh

Copyright «Le Monde diplomatique»

Parmi les premiers, Nelson Mandela avait condamné le régime israélien comme reposant sur l'apartheid. Le grand savant palestinien Edward Said, de son côté, affirmait en 1979 déjà qu'Israël était un pays pratiquant l'apartheid depuis sa fondation. La Knesset, elle, avait édicté une loi interdisant l'utilisation de l'expression *apartheid*. Mais le masque est tombé avec la proclamation d'Israël «Etat-nation du peuple juif» et de toutes les mesures qui l'accompagnent, dont l'hébreu proclamé seule langue officielle... Alain Gresh relève que plusieurs personnalités de la gauche américaine n'hésitent plus à employer des termes tels qu'«occupation», «apartheid» ou «ethnonationalisme». Espérons que ce ne soit pas seulement un changement de vocabulaire.

Théo Buss

¹ Paru en première page dans «Le Monde diplomatique» de juin 2001 et résumé par Théo Buss. Celui-ci a séjourné à Jérusalem comme observateur. *L'essor* d'octobre 2020 a publié la recension de son livre «Justice au cœur», qui consacre 80 p. au conflit Palestine/Israël.

La conquête d'un droit

Brigitte Studer, Editions Livreo-Alphil, 2020

Le suffrage féminin en Suisse a mis plus d'un siècle à être reconnu pleinement dans cette démocratie modèle. Dans la Constitution fédérale de 1848, l'article 4 stipule: «*Tous les Suisses sont égaux devant la loi*». Une interprétation de cet article a toujours été refusée par les juges fédéraux, car, «selon eux, était seule valable l'interprétation historique qui reflétait le sens que les pères de la nation avaient voulu donner à cet article».

L'auteure signale ce fait paradoxal d'exclusion politique des femmes au sein d'une démocratie directe et l'injustice qui en découle: «Si les femmes ne sont pas mises sur un pied d'égalité en 1848, si elles n'ont pas les mêmes droits que les hommes, elles ne sont pas pour autant libérées des devoirs de la

citoyenneté dont en premier lieu celui de l'impôt».

Dans cet ouvrage, l'auteure traite avec rigueur toutes les étapes qui ont marqué la lutte pour l'obtention du suffrage intégral aux femmes de ce pays. Chaque chapitre relate ces luttes qui ont engagé les femmes «suffragistes». Elles n'ont jamais baissé les bras devant autant de refus, d'humiliations, d'injustices, d'exclusions en mobilisant des pratiques politiques, telles que pétitions, conférences, expositions, sans négliger des essais, des pamphlets et des ouvrages académiques.

Une précision importante que nous apporte l'auteure: «car la revendication du suffrage féminin a mobilisé beaucoup d'hommes, en défenseurs comme en

adversaires. Ce sont eux qui ont servi de relais pour porter la revendication dans les lieux institutionnels du politique dont les femmes étaient exclues». Pour beaucoup, l'octroi du droit de vote aux femmes constituait «une exagération»...

Un livre très instructif où l'auteure suit pas à pas l'évolution des revendications pour la conquête de ce droit légitime par cette constatation: «Il aura fallu près de nonante votations – communales, cantonales, fédérales – et cent vingt ans pour que les femmes suisses obtiennent en 1971 ce que les hommes avaient obtenu en 1848 déjà». A la fin de chaque chapitre, une orientation bibliographique invite le lecteur à approfondir ces pages d'Histoire helvétique.

Gloria Barbezat

Un plan de survie de l'humanité

René Longet, Editions Jouvence, 2020

Tout au long de sa vie, René Longet s'est engagé pour un meilleur usage des ressources de notre Terre. Il s'est révolté contre les abus et les injustices exercés par des humains envers d'autres humains, contre les inégalités inacceptables dans un monde qui aurait tout pour bien faire. Il l'a fait à travers la prise de responsabilités aux niveaux institutionnels et associatifs, par l'enseignement, la recherche des faits, d'innombrables publications et conférences. Il l'a fait aussi à travers ses mandats d'élu au Grand Conseil genevois, au Conseil national et au sein de l'exécutif d'une ville suburbaine. Il continue à le faire aujourd'hui au moyen d'un livre bien documenté et passionnant.

L'ouvrage de René Longet est sous-titré «Les objectifs de développement durable». Il rappelle tout d'abord les périls qui menacent la planète: le réchauffement climatique, les atteintes à la biodiversité, la déforestation massive, le gaspillage des ressources, la fonte des glaces... et, pour couronner le tout, la pandémie du coronavirus. «*Tout cela doit nous rendre humbles et nous mettre davantage à l'écoute de ce qui se passe*».

René Longet souligne que, pour l'ensemble des ressources, leur exploitation dépasse depuis un demi-siècle les possibilités de renouvellement. Chaque année le «Jour du Dépasse-

ment» arrive plus tôt dans l'année et l'humanité vit davantage à crédit. L'auteur énumère ensuite les objectifs du développement durable. Ils peuvent se résumer à deux fils conducteurs: libérer l'humanité de la tyrannie de la pauvreté et prendre soin de la planète.

Le livre de René Longet doit absolument être lu par tous ceux qui sont préoccupés par l'avenir du monde. En guise de conclusion, l'auteur est catégorique: «*Si nous voulons tout perdre demain, continuons comme aujourd'hui*».

Rémy Cosandey

Mousse Boulanger Femme poésie: une biographie Corinne Renevey, Éditions de l'Aire, 2021

Vient de paraître aux Éditions de l'Aire à Vevey un magnifique ouvrage, une biographie très complète et bien documentée de Mousse Boulanger. Sous la plume de Corinne Renevey qui, cinq ans durant, a conduit une série impressionnante d'entretiens en tête-à-tête avec la poétesse de Mézières, l'auteure nous emmène tout au long de la vie passionnante et passionnée d'une femme fière, libre et aussi attachante que dotée d'un caractère volontaire et farouchement indépendant, ancré (et encre) à gauche, pacifiste et antimilitariste.

Née aux confins du Jura, Mousse Boulanger a lutté contre toutes les indignités, toutes les injustices tout en défendant corps et âme la poésie. Théâtre, écriture, poésie et radio, ce sont des générations entières d'écoliers romands et d'adultes qui ont pu entendre Mousse Boulanger, accompagnée de son cher Pierre ou en solo, transmettre les perles poétiques de la littérature. Une vie entière, longue de près d'un siècle, dévolue à la célébration ininterrompue de la liberté, chère à Paul Eluard, de l'amour et de nombreuses affinités électives et littéraires en terres francophones. Ce livre rappellera aux unes et aux autres quelques souvenirs et donnera un aperçu des talents enchanteurs de Mousse Boulanger à celles et ceux qui sont trop jeunes pour l'avoir entendue. Aujourd'hui membre honoraire de notre rédaction, *l'essor* est très fier d'avoir pu compter parmi ses fidèles rédactrices «notre» chère Mousse.

MG

Nous reviendrons dans une prochaine édition sur la biographie de Mousse Boulanger.

Survivre en hypothermie

Lu dans un récent numéro de *24 Heures* ce qui n'est pas précisément une bonne nouvelle mais une occasion de s'émerveiller... alors, pourquoi pas? Il s'agit d'un comportement spécial d'une sorte d'hirondelle noire, genre martinet. De retour chez nous, si une vague de froid se produit après la naissance des oisillons, les insectes disparaissent et les parents hirondelles sont obligés de repartir vers le sud pour quelques jours, parfois même une quinzaine... les jeunes, apparemment abandonnés dans leur nid ont alors la chance de survivre en hypothermie en attendant des jours meilleurs... qui arrivent avec les parents revenus et prêts à nourrir la couvée.

Une association qui innove

Avec la pandémie qui se calme un peu, on note que les diverses associations dont est riche notre pays s'ouvrent les unes après les autres. L'association *Mosaïque 50 & Plus* du Grand-Saconnex, qui offre aux aînés de cette ville une riche palette d'activités, ne s'est pas laissée abattre par le confinement: elle a tout simplement innové, pour la section lettres en tout cas.

Les rencontres avec les écrivains dans les locaux de la Mairie se sont transformées en rencontres ZOOM, deux matins par semaine. La bonne nouvelle est, qu'à la réouverture des locaux vers la fin de l'été, les rencontres en lignes continueront les mardis matin de 10 à 11 heures. Alors que les locaux habituels seront ouverts. Un grand merci à Estelle Gitta, l'âme de ces heureux moments, pour tout son dévouement qui permet aux nombreuses personnes ne pouvant pas se déplacer à rester en contact avec la culture littéraire de la Romandie.

P. K.-Z.

La banque qui transforme les déchets plastiques en or...

Transformer des déchets en ressources, c'est la tâche à laquelle s'attellent deux canadiens: David Katz et Shaun Frankson. Ensemble, ils ont créé la «Banque du plastique». Après avoir démarré ses activités à Haïti, l'entreprise sociale s'est peu à peu élargie à d'autres pays comme l'Égypte ou l'Indonésie. Aujourd'hui, ce sont deux mille tonnes de déchets qui sont retirés chaque mois de la nature à l'aide du système mis en place par les deux entrepreneurs. Un système qui, selon eux, permet en plus aux quelques 23'000 personnes collectionnant ces plastiques de voir leurs revenus augmenter de moitié. Les plastiques récoltés sont revendus aux partenaires locaux pour être transformés en de nouveaux produits. Le grand problème est celui du temps qui presse car les océans ne peuvent plus attendre...

D'après *24 Heures*,
lundi 28 juin 2021

Les pesticides au débarras!

Dans le Jura où la présence de terrains karstiques favorise l'infiltration de polluants vers les eaux souterraines, le monde agricole n'est désormais plus le seul à devoir rendre des comptes sur l'usage des pesticides. L'ensemble de la population de 25 communes au total a été invité à faire table rase des anciennes pratiques en se délestant de ses anciens produits phytosanitaires. En les déposant par exemple à la déchetterie communale ou dans des centres de tri ou des écopoints... au total, près de 8000 emballages récoltés! C'est le Canton qui prendra à sa charge l'incinération des pesticides via une entreprise agréée...

D'après *Le Courrier*,
mercredi 12 mai 2021

Les mille idées pour sauver notre planète

En cinq ans, les 400 experts sollicités par la Fondation Solar Impulse ont labellisé 1000 innovations permettant, chacune dans son domaine, de réduire l'impact humain sur la planète. Mais il ne s'agit pas d'en rester à un simple catalogue... il faut identifier toutes les technologies qui permettent aujourd'hui de faire mieux et de manière rentable, pour ensuite étudier où on peut les appliquer. Le plus dur reste à faire. Bertrand Picard et les 40 collaborateurs de la fondation vont désormais s'y employer. Chacun de nous peut découvrir la liste des solutions sur le site de la fondation: www.solarimpulse.com et repérer l'une d'entre elles à mettre en œuvre dans son quotidien!

D'après *L'Illustré* No 16,
21 mars 2021

Les 100 ans de Susanne Gerber

Notre amie Susanne Gerber, membre d'honneur de *l'essor*, vient de fêter son centième anniversaire. Dans le prochain numéro, nous évoquerons avec elle quelques souvenirs de sa longue et fructueuse collaboration.

L'essor

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Rédacteur responsable
Rémy Cosandey
Léopold-Robert 53
2300 La Chaux-de-Fonds
032/913 38 08; remy.cosandey@gmail.com

Équipe de rédaction
Christiane Betschen, Rémy Cosandey,
Yvette Humbert Fink, François Iselin,
Marc Gabriel Jehouda, Emilie Salamin-
Amar, Edith Samba, Margaret Zinder.

Membres d'honneur
Mousse Boulanger, Susanne Gerber,
Pierre Lehmann

Administration et retours
L'Essor – Abonnements
Tunnels 16
2300 La Chaux-de-Fonds
ou par courriel : info@journal-lessor.ch
www.journal-lessor.ch

Abonnement annuel : CHF 36.–
Compte postal : Journal l'Essor, 12-2620-0

Composition et impression
Société coopérative du Journal
de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

L'essor - ISSN 1023-5663

Forum libre

Le forum libre permet à des lecteurs de *l'essor* ou à des membres du comité rédactionnel de s'exprimer librement sur les sujets de leur choix. Ils peuvent ainsi enrichir notre réflexion et nous faire partager leurs préoccupations. C'est la raison pour laquelle nous proposons un forum libre en alternance avec un autre thème.

Pour éviter que les textes arrivent au dernier moment, ce qui rend difficile la mise en page, nous prions les personnes qui désirent écrire un article de le signaler au plus vite au rédacteur. Elles ont ensuite jusqu'au 15 septembre pour envoyer leur contribution.

délai pour le prochain numéro: 10 septembre 2021
prochain forum : Forum libre